

La FAO appelle à un soutien continu en faveur des agriculteurs burundais

FAO, 24/06/2011 Communiqué - Stabiliser le Burundi rural La stabilisation des communautés rurales du pays peut contribuer à consolider la paix au Burundi, selon la FAO. L'Organisation des Nations Unies appelle à un soutien continu en faveur des agriculteurs les plus vulnérables, tout en soulignant la nécessité de développer le potentiel économique du secteur agricole. La population du Burundi devrait passer de quelque 8,5 millions d'habitants aujourd'hui à 13 millions en 2025. Et la production vivrière locale pour une population en pleine expansion sera un enjeu de taille vu que la quasi-totalité des terres arables du pays sont déjà cultivées.

"La plupart des gens mangent ce qu'ils cultivent et n'ont pas les moyens d'acheter de la nourriture", explique Angela Hinrichs, Fonctionnaire principale chargée des opérations à la Division FAO des Opérations d'urgence et de la réhabilitation. "Si rien ne change, on court à la catastrophe". La pression démographique du Burundi est exacerbée par le retour massif de réfugiés, tandis que les aléas climatiques, les ravageurs des cultures et l'envolée des prix alimentaires constituent des menaces supplémentaires pour la sécurité alimentaire. Vers une agriculture plus viable Depuis le début de la guerre civile en 1993, la production agricole par habitant a été réduite de plus de la moitié. La sous-alimentation s'est aggravée, passant, selon les statistiques de la FAO, de 44 pour cent de la population en 1990-92 à 62 pour cent en 2005-07. Les conflits pour la terre sont devenus plus fréquents, et la pression se traduit également par une déforestation accrue. La Division des Opérations d'urgence et de la réhabilitation préconise une double approche de relèvement agricole visant également à soutenir les efforts des Nations Unies de renforcement du processus de paix. Compte tenu de la vulnérabilité persistante du Burundi, il est crucial, selon la FAO, de poursuivre l'assistance aux communautés rurales. Actuellement, l'Organisation déploie un Plan d'action pour le Burundi estimé à quelque 60 millions de dollars et ciblé sur 1.250.000 personnes sur une période de deux ans. Ce plan a pour objectif d'accroître la production vivrière, en particulier dans les zones plus densément peuplées du pays, par exemple en fournissant des semences de qualité de cultures à haut rendement. La FAO soutient également les activités communautaires telles que l'aviculture, les cultures de légumes ou de fruits destinés à la vente et à la transformation. En outre, elle encourage les agriculteurs à unir leurs forces pour produire des excédents commercialisables et renforcer les relations pacifiques. "Le but de notre assistance est d'aider les agriculteurs à se détourner de l'agriculture de subsistance vers des formes plus viables d'agriculture", explique Hubert Chauvet, Représentant de la FAO au Burundi. Alternative économique Mais pour garantir à l'aide un effet durable, il faut redoubler d'efforts, souligne M. Chauvet. A l'horizon se profile la transformation de la vente en gros qui permettrait à l'agriculture d'offrir des alternatives viables d'emploi, en particulier aux jeunes qui quittent massivement la campagne pour la ville. La FAO joue un rôle primordial dans cette entreprise. Elle a par exemple aidé à formuler les politiques gouvernementales, notamment une réforme longtemps attendue de la loi foncière du Burundi, actuellement à l'examen du Parlement. Pendant ce temps, la FAO offre, grâce à son Plan d'action, un appui concret aux petits exploitants les plus vulnérables - un premier pas décisif.